

Ghana : le nouveau président prête serment

BBC Afrique, 7 janvier 2013 Le président ghanéen John Dramani Mahama a prêté serment lundi à Accra, la capitale. La cérémonie, qui s'est déroulée devant plusieurs milliers de personnes place de l'Indépendance, et en présence de dirigeants d'Etat africains, a été boycottée par l'opposition. Celle-ci continue de contester les résultats de l'élection du mois dernier et a déposé un recours en justice.

Lors d'un discours juste après sa prestation de serment, John Dramani Mahama, vêtu d'une tunique blanche traditionnelle, et lisant un discours sur une tablette électronique, s'est engagé à tout faire pour assurer l'essor économique du pays. « Je ne vous décevrais pas », a-t-il lancé. "Il nous reste encore une immense charge de travail (...), des ponts, des écoles et des hôpitaux à construire (...), il nous faut continuer à investir dans notre secteur agricole et à faire croître l'économie", a poursuivi le chef de l'Etat, âgé de 54 ans. « Il est indéniable que même après 55 ans, le Ghana est toujours un pays jeune (...) Chaque pays jeune traverse des périodes d'instabilité et de difficultés », a-t-il déclaré, avant de faire appel à l'unité du pays. En attendant la Cour Suprême John Dramani Mahama est arrivé au pouvoir en juillet suite à la démission de son prédécesseur John Atta Mills, avant de remporter le scrutin du mois dernier avec 50,7% des voix, contre 47,7% à son adversaire du NPP, Nana Akufo-Addo. « Nous ne voyons pas pourquoi ne devrions pas participer à la prestation de serment d'un président mal élu », a déclaré le porte-parole du NPP, Perry Okudzeto. L'opposition a déposé devant la Cour Suprême, contestant des irrégularités dans le compte des votes. La Cour devrait se prononcer prochainement. Avec ses 25 millions d'habitants, le Ghana est la deuxième économie d'Afrique de l'Ouest après le Nigeria, et une des démocraties stables dans la région. Le pays est un des premiers producteurs mondiaux de cacao, et s'est mis à produire du pétrole, grâce à des découvertes pétrolières au large des côtes. L'un des grands enjeux du mandat à venir est la façon dont seront dépensés les revenus du pétrole, qui lui ont permis d'atteindre une croissance économique de 14,3% en 2011.